

Prologue

À Cotonou, les manifestations les plus prestigieuses se tiennent au palais des Congrès. Lorsqu'elles se déroulent dans la salle rouge, elles deviennent un événement. Chacun est prêt à jouer des coudes pour recevoir une carte d'invitation et prendre place sur l'un de ses fameux mille fauteuils rutilants. La glorieuse Chine rouge a largement contribué au financement et à la construction de ce joyau architectural, aussi impressionnant que son donateur.

Le matin du 9 mai 2009, j'avais convié un grand nombre de personnalités en ce lieu mythique : amis politiques, professeurs d'université, chefs d'entreprise, syndicalistes. Le chef de l'État m'avait fait l'honneur d'être représenté par un ministre d'État. Je voulais montrer, à un large public, mon livre *L'Afrique est mon combat*¹. L'équipe chargée des invitations n'avait pas prévu que des centaines de personnes se presseraient devant les portes du palais. Face à une telle affluence, il nous fallut, au dernier moment, renoncer à la salle bleue et opter pour la salle rouge ! Tout prit alors une autre dimension. Je devenais la vedette du jour.

1. Éditions de l'Archipel, 2009.

La cérémonie se déroula à merveille, mais commença, hélas, avec beaucoup de retard : il nous fallut attendre l'arrivée de l'ancien président de la République, Nicéphore Soglo, accompagné de son épouse. Plusieurs participants n'eurent pas la patience, ou la possibilité, d'attendre. Ils m'exprimèrent, par la suite, leurs regrets de n'avoir pu vivre en direct ce spectacle. Dans la salle, protocole oblige, on m'avait installé sur un fauteuil, seul, au-devant de l'immense podium. Les intervenants étaient alignés, plusieurs mètres derrière moi. À la différence des autres, je portais un boubou – un boubou bleu, qui bien sûr ne s'harmonisait plus au cramoisi des fauteuils. Je crois que la sobriété vestimentaire des personnalités qui m'entouraient rehaussait l'éclat de mon costume national.

C'est avec une grande satisfaction que j'écoutais les présentateurs de mon livre. Ils soulignaient à tour de rôle, et chacun dans son style, mes qualités de « jeune » écrivain, mais, surtout, ils jetaient un éclairage nouveau sur certains des événements survenus avant 1972, date à laquelle s'achève mon texte. L'un d'eux me recommanda de consacrer mon temps à l'écriture plutôt qu'à d'autres choses. En sa qualité d'ancien militant étudiant, et d'ancien syndicaliste, il faisait sans aucun doute allusion à mes activités politiques. Sa remarque ne me surprit guère, je connaissais ses propres choix. En revanche, la réaction spontanée et unanime de la salle me plongea dans l'émotion, puis dans une grande perplexité. À ce jour, je ne suis pas encore parvenu à en découvrir le sens.

Mes invités ne pouvaient juger de la qualité de l'ouvrage ; ils ne l'avaient pas encore lu. Peut-être m'encourageaient-ils à témoigner, tant les écrits des acteurs politiques sont rares en Afrique. Il était également possible que cette manifestation publique fût un signe de désapprobation : me reprochait-on de trop m'impliquer

PROLOGUE

dans le regroupement en cours de partis politiques? Me demandait-on de cesser toute activité partisane?

L'ovation du public et les appréciations dont j'étais l'objet m'ont décidé à donner la priorité à l'écriture, aux dépens de ma vie politique, alors que je dédicaçais encore des piles de livres. Il me fallait donc continuer à témoigner, aller au-delà du 26 octobre 1972, date à laquelle un coup d'État avait conduit à l'instauration d'un régime de parti unique.

Dès le lendemain de mon « triomphe », et les jours qui suivirent, je passai des heures devant mon ordinateur, sans ressentir la moindre fatigue. Ma mémoire ramenait à la surface les événements de cette période particulière de notre histoire. Les souvenirs les plus vivaces, les plus précis, concernaient les dix années durant lesquelles je m'étais consacré à la Société dahoméenne de banque, baptisée « Banque commerciale du Bénin » lorsque, le 30 novembre 1975, le Dahomey devint la République populaire du Bénin. Enivré par la facilité avec laquelle j'écrivais, j'envisageai, lors du congrès du Parti social-démocrate dont j'assumais la présidence, de me décharger de toutes mes responsabilités politiques.

Cela ne me fut guère possible, à cause de difficultés internes au parti et en raison de la situation politique nationale. La cacophonie des ambitions et les tiraillements présageaient une implosion. Certaines organisations succombaient aux charmes des sirènes du pouvoir. Quelques partenaires politiques s'inquiétaient d'une défection prématurée d'un des promoteurs du rassemblement. Il me parut utile d'organiser alors une transition paisible, à tous les niveaux.

Me voilà donc embarqué dans une nouvelle aventure, peut-être salutaire, mais dont les contraintes se révèlent incompatibles avec la concentration nécessaire à la rédaction d'un ouvrage. Nos multiples rencontres me laissent peu de temps pour plonger dans

mes souvenirs et restituer, aussi fidèlement que possible, ce que je sais de la préparation du coup d'État, de son déroulement, des luttes pour le pouvoir et de la conduite des affaires publiques de 1972 à 1990. Bien que je n'aie jamais appartenu au cercle immédiat des dirigeants du régime, mes fonctions ont fait de moi un acteur public et m'ont permis d'observer les membres du gouvernement et ceux du Parti de la révolution populaire du Bénin.

Dans la rédaction de cet ouvrage, la documentation m'a cruellement fait défaut, à l'inverse de la période précédente. Les perquisitions à mon domicile et à mon bureau m'ont privé de nombreux dossiers. Je m'étais volontairement séparé de certains pour éviter des ennuis avec la police politique. Mon exil me fit perdre l'essentiel de ma bibliothèque privée. La restriction des libertés publiques, en particulier celles de la presse, avait tari les sources indépendantes d'information. Il était difficile de recouper et de vérifier la chronologie de certains événements. L'instauration d'un parti unique appauvrit le discours politique, réduit à des slogans simplistes. Le culte du secret posa les scellés sur le domaine public. Enfin, même écartés du pouvoir depuis plusieurs années, les principaux dirigeants du Parti de la révolution populaire du Bénin se refusent, aujourd'hui encore, à livrer leur part de vérité, alors qu'ils assument, avec une dignité remarquable, les actes accomplis durant l'exercice de leurs fonctions. La rédaction de cet ouvrage exigea donc de moi plus d'efforts et plus de temps.

La Banque commerciale du Bénin fut mon poste d'observation et mon lieu d'action. Les militaires qui exerçaient le pouvoir dans plusieurs pays africains manifestaient certes de très bonnes volontés. Associés à des intellectuels de gauche, ils avaient une approche naïve du développement et des rapports de force sur la scène internationale. Notre pays fut le théâtre de

PROLOGUE

l'expérience la plus radicale. En novembre 1974, le président Mathieu Kérékou proclame que « le socialisme scientifique est notre voie de développement; le marxisme-léninisme, notre guide philosophique ». Quinze années plus tard, une grave crise politique, économique et sociale découla de cette audace, autant qu'elle fut la conséquence d'une gestion aventureuse des affaires publiques, notamment du secteur économique.

J'avais lu, goulûment, les théories de Walt Whitman Rostow¹ sur les cinq étapes de la croissance économique. Le sous-développement n'était qu'un retard à combler. Pour Samir Amin², nous vivions dans un monde avec un centre qui domine et une périphérie qui subit. Le développement des pays dépendants appelait une nécessaire déconnexion du centre, à l'inverse de la globalisation. Dans notre pays, la stratégie choisie par le Parti de la révolution populaire du Bénin et les moyens utilisés n'avaient pas permis de réduire le retard ni de rompre avec le système capitaliste.

L'expérience mérite pourtant d'être revisitée, en cette période de triomphe de la mondialisation libérale. Le rôle que les États des pays développés ont joué dans la gestion de la crise financière en 2008 y invite.

1. Économiste américain, spécialiste des questions de développement et de croissance économiques.

2. Économiste égyptien, spécialiste des questions de développement économique.

1

Chasser le « monstre à trois têtes »

Je ne résiste pas à une sauce au gombo, quelles que soient ses variantes. Et mes amis le savent. Cette passion me vient de ma mère, qui l'a héritée de ma grand-mère. Au collège Victor-Ballot, le gombo ne figurait malheureusement pas au menu de notre réfectoire, mais Barnabé Bidouzo avait découvert mon penchant, et ma faiblesse, lors de nos rencontres chez ma tante, à Cotonou. Il prétendait que la qualité des repas l'y attirait, alors qu'il passait tout son temps auprès de l'une de mes cousines.

Peut-être le souvenir de nos orgies de gombo a-t-il présidé au choix de son épouse, Sophie. Elle sait concocter, aussi bien que ma mère et ma tante, ce mélange de gombo, de crabes, de crevettes et de poissons fumés qui vous dispense de mâcher la pâte de maïs et enchante votre palais.

J'avais donc répondu avec empressement aux invitations à dîner que Bidouzo m'adressa tout au long de l'année 1972. Nous étions toujours quatre « gombo-philes » autour de la table : Barnabé, Sophie, le capitaine Michel Aïkpé et moi. Je connaissais ce jeune officier ; en décembre 1967, le gouvernement, dit « des Jeunes cadres militaires », l'avait dépêché sur des plantations de palmier à huile pour y ramener le calme. Bel homme

et conscient de l'être, vif dans la discussion, il manifestait un intérêt soutenu pour les questions sociales et l'histoire politique. Il arrivait à nos rendez-vous en civil. Mais, s'il n'avait pas eu le temps de se changer, il débarquait en tenue militaire, sa ponctualité étant inflexible.

L'actualité nationale alimentait nos thèmes de discussions. Notre pays était alors dirigé par un triumvirat composé des leaders que des élections présidentielles n'avaient pu départager, en mai 1970. Qualifiée de « formule providentielle » par ses partisans et de « monstre à trois têtes » par ses détracteurs, cette instance suprême ne semblait pas avoir les faveurs du capitaine. À la vérité, je ne prêtais pas d'attention particulière à ses remarques peu amènes sur le « Conseil présidentiel ». Il dénonçait la rotation prévue tous les deux ans à la tête de l'institution, son inefficacité, sa lourdeur à prendre des décisions et le train de vie dispendieux de ses membres.

À table, le capitaine me gratifiait de qualificatifs flatteurs qui ne me laissaient pas indifférent. Pour avoir animé, à mes côtés, des réunions avec des ouvriers sur nos plantations, il connaissait mes centres d'intérêt. Il savait relancer la conversation, attirer ma sympathie et briser mes prudentes réserves. Notre complicité grandissait et je me surprénais à évoquer des sujets que j'aurais voulu éviter, comme celui des activités clandestines d'organisations de jeunes que je continuais d'animer, alors qu'elles étaient officiellement dissoutes. Il en était de même lors de nos échanges sur la fonction d'arbitre et de dépositaire exclusif du patriotisme que le capitaine conférait à l'armée.

L'analyse de la situation sociale devint le plat d'entrée de nos dîners. Le capitaine prenait toujours la parole le premier, comme pour nous livrer des confidences, alors qu'il nous servait des informations connues du grand public. C'était sa manière de lancer la discussion et surtout de nous voir réagir à ses affirmations provocatrices.

J'avoue n'avoir découvert que tardivement la stratégie de ce jeune et habile officier, ainsi que ses critiques à l'encontre du gouvernement. Sûr que les militaires soutenaient le Conseil présidentiel qu'ils avaient eux-mêmes installé, j'étais devenu myope et sourd.

Le fossé entre les difficultés croissantes des populations et les querelles byzantines de la classe politique se creusait de plus en plus. Les conditions naturelles avaient anéanti les efforts des paysans. « À partir de 1972, la sécheresse, qui avait déjà provoqué des dégâts dans la zone sahélienne, devient un véritable désastre [...]. Le déficit alimentaire en céréales est évalué pour la campagne 1972-1973 à 520 000 tonnes pour le Sénégal, la Haute-Volta (Burkina) et le Niger, dont 300 000 pour le Niger seul¹. » Notre pays n'était pas épargné. Barnabé Bidouzo, directeur général des affaires économiques et président de la Commission céréalière, et moi-même, président-directeur général de la plus importante entreprise agricole, étions bien placés pour parler de la pénurie des denrées alimentaires.

Les risques de famine, les drames qu'elle annonçait, avaient conduit le gouvernement à solliciter l'aide internationale. La République fédérale d'Allemagne fut le premier pays à y répondre : elle nous livra d'importantes quantités de maïs. La Communauté économique européenne nous fit don de cinq mille tonnes de farine de blé. Quantités insuffisantes pour résoudre la crise alimentaire, ces contributions firent pourtant l'objet d'une honteuse spéculation. Il n'était pas rare de les retrouver sur les marchés. Les proches du gouvernement avaient établi des circuits de fraude et détourné, à leur profit, des denrées destinées aux plus éprouvés. La colère grondait d'un bout à l'autre du pays. Le

1. Robert Julienne, *Vingt ans d'institutions monétaires ouest-africaines*, L'Harmattan, 1988, p. 449.

gouvernement dut créer une commission céréalière et stocker ces produits dans les silos de la Société nationale pour le développement rural (Sonader), l'entreprise d'État que je dirigeais.

Cette société exploitait aussi deux huileries et une usine d'égrenage du coton. J'avais érigé des batteries de silos à grains à côté de chacune de ces unités industrielles, afin d'utiliser l'énergie disponible pour le séchage et la conservation du maïs. Ce dispositif limitait les pertes de production, qui atteignaient 40 % des récoltes. Il régula l'approvisionnement du marché national et soutenait les prix à la production. Aux achats massifs en période d'abondance succédaient des ventes échelonnées en période de pénurie. Une active coopération avec des éleveurs de volailles au Nigeria m'assurait un débouché, au cas où l'offre excédait la demande intérieure. Notre société conquit une position confortable auprès de Chief Ashamu, le principal aviculteur de la banlieue de Lagos. Il mettait sur le marché un million d'œufs par jour!

La Commission céréalière voulut utiliser notre expérience et les infrastructures de la Sonader. Tout au long du premier semestre de l'année 1972, elle traqua les fraudeurs, bien que son président, Bidouzo, ne se faisait aucune illusion sur la volonté du gouvernement d'assainir la distribution des dons européens. D'une habileté éprouvée, il délégua à des représentants de l'ambassade d'Allemagne le soin d'expliquer aux membres de la Commission, et à la population, la nécessité de vendre une partie des céréales offertes afin de constituer un fonds de soutien aux producteurs. Cette décision ne dissipa pas les soupçons de malversation qui pesaient sur les membres du gouvernement et leurs proches. Toutes les couches sociales, victimes d'une montée insupportable des prix des produits de première nécessité, vouèrent le Conseil présidentiel aux gémonies.

Si la sécheresse expliquait notre situation agricole, elle laissait sans réponse la hausse des prix des marchandises importées. Je devais donc répondre à mes partenaires de gombo qui voulaient obtenir des explications. Contraint de faire des recherches, je repris contact avec d'anciens camarades de classe. Quelques ouvrages de Samir Amin, en particulier *Le Développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire* et *L'Afrique de l'Ouest bloquée*¹ devinrent mes livres de chevet. Ils m'éclairaient sur les relations entre la périphérie et le centre du capitalisme mondial. Ils prédisaient un proche épuisement du modèle de développement des pays africains dépendants.

Or, dans les pays développés, un renchérissement constant des prix avait succédé à la stabilité des années 1960. Les meilleurs analystes attribuaient ce renversement de tendance à la politique économique et financière du président Lyndon B. Johnson. Elle n'en était sûrement pas l'unique cause. Sa décision d'intensifier la guerre au Viêt-nam contribua à dégrader l'économie internationale. Pour financer l'effort de guerre, le président des États-Unis, contraintes électorales obligent, préféra recourir à l'émission monétaire plutôt qu'à une hausse des impôts. Conjugué aux autres éléments liés à l'essoufflement de la consommation, au fléchissement du capital et de sa rentabilité, le choix de l'exécutif américain accentua l'inflation dans son pays. Ainsi la hausse des prix passa de 2,8 % en 1967 à 4,3 % en 1968.

Il n'en fallait pas plus, expliquais-je à mes interlocuteurs, pour que les travailleurs, dont le pouvoir d'achat s'amenuisait, rejoignent les étudiants en lutte contre cette guerre coloniale. « Faites l'amour, ne faites pas la guerre », scandaient-ils sur les campus pour justifier le libertinage protestataire du moment. Comme il fallait

1. Éditions de Minuit, 1970 et 1971.

s'y attendre, ce mouvement s'étendit à tous les pays, spécialement ceux du monde occidental. La France, notre premier partenaire commercial et financier, fut secouée à son tour par d'importants troubles sociaux en mai 1968. D'abord localisés sur les campus, ils embrasèrent l'ensemble de la population active. Des grèves paralysèrent toute l'activité économique et il fallut l'habileté du Premier ministre Georges Pompidou pour désamorcer la tension. Il dut cependant concéder l'indexation des salaires sur les prix et relancer ainsi l'inflation. Les prix, qui n'augmentaient que de 2,7 % en 1967 en France, amorcèrent une évolution ascendante, comme aux États-Unis, pour atteindre 4,5 % en 1968, 6,5 % en 1969 et 5,2 % en 1970.

C'était donc la hausse des prix intervenue à l'étranger, conjuguée avec la sécheresse, qui était à l'origine du renchérissement du coût de la vie chez nous. Pour nous en sortir, expliquais-je à mes partenaires de gombo, il fallait briser le carcan dans lequel l'impérialisme américain et ses alliés nous enfermaient. Je présentai le rétablissement des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine comme l'une des mesures à prendre pour juguler la crise économique et sociale. Or, en ces années 1970, reconnaître l'existence de ce grand pays, c'était gravement offenser l'Occident, et les États-Unis en particulier. Au Ghana, le président Kwame Nkrumah l'avait appris à ses dépens : en 1966, des officiers le chassèrent du pouvoir, alors qu'il effectuait une tournée dans l'Asie communiste. La guerre froide laissait peu de marge de manœuvre aux dirigeants des pays dépendants.

Pour avoir participé à d'éphémères gouvernements issus de coups d'État militaires, le capitaine se préoccupait de nos difficultés financières. En juillet 1968, les militaires, devant le risque d'une cessation de paiement, avaient abandonné le pouvoir dans la précipitation. En 1970 et pour les mêmes raisons, ils avaient, sans gloire,

regagné leurs casernes, une fois installé le Conseil présidentiel. Par dépit. Aussi le capitaine Aikpé revenait-il souvent sur la nécessité de trouver des ressources nouvelles afin de ne plus dépendre des contributions aléatoires et humiliantes que la France nous consentait pour couvrir les dépenses courantes de l'État.

L'opinion publique partageait cette ambition que les forces démocratiques avaient inculquée aux populations par leur activisme sur le terrain et par des campagnes de presse. Même le président Émile Derlin Zinsou, qu'on ne pouvait soupçonner de sympathie pour des idées communistes sans le vexer, s'était interrogé : « Pourquoi, dans ce pays où tout est difficile, où notre situation financière est si précaire, où nos déficits sont chroniques, pourquoi délibérément renoncerions-nous à prendre en charge quelque chose qui peut rapporter quelque chose à l'État¹ ? » Le tabou des nationalisations ne résistait plus à ce désir d'autonomie financière de l'État.

Dans ce contexte, la publication, à Paris, en juillet 1972, du programme commun de gouvernement de la gauche conforta mes convictions : une sortie de crise était possible. Accueilli avec enthousiasme en France, le programme commun rayonna dans tous les pays africains francophones. Il crédibilisa mes développements auprès des gombophiles. La collectivisation des principaux moyens de production était présentée comme la composante décisive d'une sortie de crise. La nationalisation des grands groupes industriels et financiers permettrait, proclamait-il, de « démocratiser l'économie, développer le secteur public et planifier le progrès² ».

Autant la dénonciation du grand capital mobilisait la gauche en France, autant celle de la domination

1. *L'Aube nouvelle*, 6-13 avril 1969, p. 5.

2. *Parti communiste français, Programme commun de gouvernement*, Éditions sociales, 1972, p. 113.

étrangère galvanisait nos énergies en Afrique, et au Bénin en particulier. Barnabé Bidouzo n'était d'ailleurs pas à sa première prise de position dans ce domaine. Au collège, il donnait des « conférences » sur Jean-Paul Sartre, qu'il admirait pour ses prises de position politiques, alors qu'il n'avait jamais lu un seul de ses ouvrages! Étudiant, il avait abandonné ses études pour se rendre en Guinée, indépendante depuis le référendum constitutionnel de la V^e République française en 1958. Barnabé voulait soutenir le nouveau régime en butte à l'hostilité du général de Gaulle. Quant au capitaine Aïkpé, il appartenait au groupe des jeunes officiers déçus par la veulerie de leurs supérieurs et soucieux de redorer le blason de l'armée, passablement terni par la prise de pouvoir rocambolesque, en décembre 1969, du chef d'État major, Maurice Kouandété. Dans un scénario digne d'un western américain, cet officier supérieur avait enlevé le président Zinsou, alors qu'il se rendait à son bureau, et l'avait déporté au nord du pays. Puis il avait invité ses frères d'armes à prendre acte de la vacance du pouvoir.

Nos rencontres se poursuivirent jusqu'en octobre 1972, alors que la situation sociale se dégradait rapidement. La révélation de scandales financiers discréditait les membres du Conseil présidentiel. L'activisme des militaires dans leurs casernes et dans les cercles politiques ne laissait aucun doute sur leur détermination à balayer le « monstre à trois têtes ».

Le 17 octobre, le puissant Comité syndical de coordination, qui regroupait les organisations les mieux structurées du monde du travail, sonna l'alerte. Le communiqué, intitulé « Il y a péril en la demeure », qu'il publia, dénonçait un probable retour aux affaires du docteur Émile Derlin Zinsou; et rappelait les mesures impopulaires qu'avait prises ce chef d'État, imposé au pays par les militaires, en juin 1968.

CHASSER LE « MONSTRE À TROIS TÊTES »

Quelques jours plus tard, et après une grève d'avertissement de vingt-quatre heures, les douaniers décidèrent, le 23 octobre, de poursuivre leur mouvement pour une durée indéterminée. Ils protestaient contre un abus de pouvoir dont l'un d'entre eux avait été victime. Le lendemain, douze organisations syndicales, membres du Comité syndical de coordination, publièrent une déclaration dans laquelle elles invitaient « tous les syndicats membres à engager un grand travail d'explication et d'agitation auprès de leurs militants afin qu'ils se tiennent sur le pied de guerre et qu'ils répondent rapidement à tous mots d'ordre qui pourraient être lancés à tout moment ».

Les militaires ne pouvaient laisser passer une telle aubaine. Salués par l'ensemble de la population, ils sortirent de leurs casernes.